



CITÉ DE LA CÉRAMIQUE
Section de Sèvres

La Cité de la céramique est une EP, Entreprise Publique, comme une autre

Invités par nos camarades CGT du Mobilier National ce mardi 2 juillet pour rencontrer et discuter avec le député Philippe Huppé, auteur d'un rapport consacré au métiers d'art, nous restons finalement à Sèvres, notre présence ayant été refusée par la Direction du Mobilier National. Notre directrice a pourtant été reçue régulièrement ces dernières semaines. Seraient-ce nos constats qui effraient ?

Comme nous aimions nous enorgueillir de cette maxime *la culture n'est pas une marchandise comme les autres*, comme nous en sommes encore fiers, peut-être même fous d'y croire au sein du Ministère de la Culture, tous métiers et toutes catégories confondus. Mais voilà la LOLF est passée depuis 1999, assainissant certes les comptes publics mais transformant les idéaux en pures lignes budgétaires. Ajoutez un plan vigipirate et la sécurité devient une priorité budgétaire.

Que vote un conseil d'administration aujourd'hui au sein d'un établissement public ? En trois heures, trois fois par an ce n'est guère une politique culturelle qui est débattue, les membres, malgré leur bonne volonté, votent un budget, déjà préparé par l'établissement public (EP), avec l'aval de sa tutelle.

A Sèvres il a entériné l'année dernière le bouleversement de la vie des huit agents de nuit en autorisant la signature d'un marché d'externalisation pour la surveillance du site. Coût annuel estimé en 2018 à 350 000 euros, 400 000 inscrit en 2019.

Sèvres après tout est un établissement public, à lui de se gérer... Sauf que dans les faits il ne peut gérer que ce qu'on lui donne. La tutelle a préféré allonger sa subvention plutôt que d'appuyer la formation de l'équipe de nuit déjà en place et son renfort malgré des demandes répétées de l'établissement et les alertes de l'intersyndicale CGT-UNSA. Le coût de cette externalisation pèse forcément sur le maintien (ne parlons pas du développement) des missions premières de l'EP. Un budget de la politique des publics réduit, deux musées nationaux (Sèvres et Adrien Dubouché) en concurrence pour une exposition annuelle, des investissements en hygiène et sécurité calculés au plus juste (mieux vaut des tabliers synthétiques qu'en coton dans des ateliers usant pourtant de produits dangereux ou faisant usage du feu), des travaux dans les ateliers de production ou salles de musée non exécutés, repoussés encore et encore.

CAP 2022 augure un brillant avenir d'entreprises grossièrement culturelles où sont oubliés ces femmes, ces hommes qui ont construit la Culture, la faisait vivre. La démocratisation culturelle était née de volontés fortes, de combats de passionnés, confortées par la confiance des agents du Ministère qui au quotidien la partageait, la transmettait. Les chiffres les ont remplacés. Les services d'hygiène et sécurité, les services des bâtiments, la sûreté répondant à une réglementation de plus en plus lourde ne sont plus des fonctions supports. Elles deviennent des directions auxquelles les autres sont soumises. La manufacture et les musées sont comme vidés de leur sens pour répondre aux contraintes budgétaires et sécuritaires.

Les agents eux, se lassent, quittent le navire comme ces derniers mois : au turn-over effrayant des RH s'ajoutent un chef de laboratoire, une directrice de musée, un chef du marketing dont les projets ambitieux ne peuvent se concrétiser faute de budget et de décision. De qui ? et bien voilà également le problème : notre direction évoque un manque de soutien de la DGPAT pour les musées, attendre une décision ministérielle voire présidentielle pour les travaux d'envergure que représente la rénovation du musée de Sèvres (40 millions d'euros). On attend patiemment, gentiment depuis 10 ans et deux Projets Scientifiques et Culturels validés.

Quant au cœur de notre établissement, les métiers d'art, nos céramistes, sur le papier bien entendu, ils sont défendus mais dans les faits... Avant 1992 la titularisation s'effectuait après 6 ans (formation en atelier et stage compris), récemment encore il fallait 4 ans (3.000 heures de formation en atelier et 1 an de stage) avant titularisation. Aujourd'hui des titularisations se font en moins d'un an pour les lauréats du concours (direct) et à la rentrée prochaine, la préparation du BMA céramique (généraliste) est sensé remplacer la formation spécialisée en atelier.

Pourtant selon le dernier rapport Huppé, le Mobilier national devrait prendre exemple de cette belle réussite. Quelle blague !

Outre les dysfonctionnements précédemment cités ajoutons que les contractuels EP remplacent peu à peu les fonctionnaires. L'Etat réduit ses pensions de retraite alors que l'EP voit son budget de fonctionnement notamment ses charges salariales exploser. Seule solution trouvée par la tutelle : rallonger chaque 2^e semestre la subvention et maintenir le budget à l'équilibre. Ainsi de 2 504 237 euros de subvention pour charges de service public en 2011 sommes nous arrivés à 4 073 834 euros en 2018.

Trouver des ressources propres ? Que proposons nous ? des porcelaines de luxe avec une production en berne quand des machines ne sont pas rénovées, des poudres de couleur retirées des ateliers sans que les procédures fondamentales de prévention et de remplacement soient mises en œuvre, une transmission des savoirs mise à mal durant 4 ans et une réforme de la formation encore en balbutiement ? des expositions clés en main ? encore faut-il que les scientifiques restent... des prêts d'œuvre payant ? Qui a parlé de service public, de culture pour tous ?

Reste la location d'espaces. Mais jusqu'où ? un AirBnB au milieu des réserves ? Un *escape game* angoissant dans une cité désaffectée ?

Sèvres n'est qu'un exemple de cette politique "culturelle" du XXI^e siècle où la démocratisation fonctionnelle n'a de réalité que sur le papier. Les opérateurs ne peuvent être fonctionnels qu'avec le soutien financier et humain des tutelles. Trouver des ressources propres supposent un investissement humain, des personnels traités avec respect. Sans les hommes et les femmes du quotidien, le mot Culture a-t'il encore un sens ?

Nous, acteurs du Patrimoine de la France, sommes "des porteurs d'histoires", de celles qui aujourd'hui plus que jamais dans un contexte de logique comptable prédominante, font la richesse et l'attractivité de notre pays. Le monde entier ne s'y trompe pas : le luxe et le savoir-faire à la française et tout l'imaginaire qui en découle génèrent des milliards. L'industrie du luxe nous envie et reprend nos codes. Nos dirigeants ne peuvent l'ignorer mais dans leur tour d'ivoire leurs sens et surtout le "bon" s'émoussent .

Court terme, vue basse.... Relevons la tête, les gestionnaires au pouvoir ne doivent plus nous imposer leur logique à court terme, leurs externalisations, leur uniformisation, leur perte de sens et celle de nos métiers. L'arrière garde c'est eux, nous, nous innovons depuis des siècles !

